santé
famille
retraite
services

BAREME DES COTISATIONS SUR SALAIRES
1er Avril 2024

MSA LANGUEDOC

SMIC horaire	SMIC Mensuel	Plafond mensuel de la Sécurité Sociale
11.65 €	**1766.92 €**	**3 864 €**

Dispositif TO/DE 2023

Prolongation du dispositif Travailleurs occasionnels – Demandeurs d'emploi

Au regard des conséquences économiques exceptionnelles liées à la crise sanitaire et dans le but de soutenir la compétitivité du secteur agricole, **est prévue une prolongation du dispositif d'exonération TO-DE, de manière transitoire, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025**. Le dispositif prendra fin au 1er janvier 2026.

Ces exonérations sont :

- **totales** pour une rémunération mensuelle brute inférieure ou égale à 1,20 SMIC mensuel,
- **dégressive** pour des rémunérations comprises entre 1,20 et 1,6 SMIC mensuel,(voir formule de calcul ci-dessous)
- **nulles** pour des rémunérations mensuelles égales ou supérieures à 1,6 SMIC mensuel.

La formule de calcul

$$1{,}2 \times \frac{C}{0.40} \times \left(1{,}6 \times \frac{\text{montant mensuel du SMIC}}{\text{rém mens brute (hors heures sup et comp)}} - 1\right)$$

Le paramètre C de la formule de calcul correspond à la somme des cotisations patronales concernées par le dispositif.

L'exonération vise **les cotisations et contributions patronales** suivantes :

- Les cotisations patronales d'assurances sociales agricoles (ASA) - maladie, vieillesse, maternité, invalidité, décès ;
- Les cotisations d'allocations familiales (AF) ;
- La contribution FNAL ;
- La fraction de la cotisation accidents du travail-maladies professionnelles (AT-MP) ;
- La contribution solidarité autonomie (CSA) ;
- Les contributions patronales de retraite complémentaires (dont la contribution d'équilibre générale) ;
- La contribution patronale d'assurance chômage.

Précisions sur ce calcul

Le montant mensuel du SMIC est égal à 151,67 fois le SMIC horaire.
Il doit être corrigé pour un salarié dont la rémunération contractuelle n'est pas fixée pour l'ensemble du mois considéré sur la base d'une durée hebdomadaire (ou rapportée à la durée du cycle) de 35 heures ou d'une durée annuelle de 1607 heures (ex : temps partiel, salarié non mensualisé, situations d'entrées-sorties en cours de mois, salariés dont le contrat de travail est suspendu en raison de maladie avec maintien ou non de salaires, etc.).
Après correction éventuelle du SMIC, cette valeur pourra être augmentée des heures supplémentaires et complémentaires non majorées.

La Réduction Générale 2023

Depuis le 01 octobre 2019, la réduction générale s'applique :

Période	Cotisations concernées
Depuis le 1er Janvier 2021	• Cotisations d'assurances sociales (AS), • Cotisation d'allocations familiales (AF), • Contribution Solidarité Autonomie (CSA), • Fonds National d'Action pour le logement (FNAL), • Cotisation accident du travail (AT/MP) dans une certaine limite (0,46%), • **Cotisation patronale due au titre de la retraite obligatoire et contribution d'équilibre générale (CEG)**, dans une limite cumulée maximale de 4,72% + 1,29% = 6,01% • **cotisation assurance chômage (AC)** (4,05%)

Sont concernés les catégories particulières suivantes :

- *les associations intermédiaires ainsi que les ateliers et chantiers d'insertion ;*
- *les employeurs de droit privé qui occupent des apprentis ;*
- *les contrats de professionnalisation conclus avec des demandeurs d'emploi de 45 ans et plus ou conclus par des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;*
- *certains employeurs de la production agricole (au sens du Code rural et de la pêche maritime 1° à 4° de l'article L. 722-1 du Code rural et de la pêche maritime).*

Le montant de la réduction (R) est égal au produit de la rémunération mensuelle brute par un coefficient, variant en fonction du niveau de rémunération mensuelle brute.

R ou R' = rémunération brute x coefficient de réduction

Le montant annuel de réduction (R') est régularisé, sur la base de l'ensemble des rémunérations brutes versées au cours de l'année.

$$\textbf{Coefficient} = \frac{T}{0,6} \times \left[\frac{1,6 \times (\text{SMIC annuel ou mensuel de référence})}{\text{rémunération annuelle ou mensuelle brute du salarié}} - 1 \right]$$

Ce coefficient tend à s'annuler lorsque la rémunération atteint 1,6 SMIC mensuel/ annuel.

Coefficient maximal de réduction T (hors catégories particulières)		
Coefficient maximal de réduction T général	**Employeurs soumis au FNAL de 0,10%**	**Employeurs soumis au FNAL de 0,50%**
Au 01/01/2021	**0,3206**	**0.3246**
Au 01/01/2022	**0.3195**	**0.3235**
Au 01/01/2023	**0.3191**	**0.3231**

Tableaux n° 1 : taux de droit commun

Cotisations sociales légales

Cotisations de sécurité sociale								
Cotisations			**Taux**					
			Sur la totalité de la rémunération			**Dans la limite du plafond**		
			Employeur	**Salarié**	**Total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Assurances sociales agricoles	**Maladie, maternité, invalidité, décès[1]**	**Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023[2]**	7,00 %	0,00 %[3]	**7,00 %**	-	-	-
		Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	13,00 %	0,00 %	**13,00 %[4]**	-	-	-
	Vieillesse[5]		2,02 %	0,40 %	**2,42 %**	8,55 %	6,90 %	**15,45 %**
Cotisations d'allocations familiales	**Salariés (y compris statutaires de SICAE)**	**Rémunération annuelle ≤ 3,5 SMIC applicable au 31/12/2023[6]**	3,45 %	-	**3,45 %**	-	-	-
		Rémunération annuelle > 3,5 SMIC applicable au 31/12/2023	5,25 %	-	**5,25 %**	-	-	
Accidents du travail			Variable	-	**Variable**	-	-	-

[1] Article D. 741-35 (I) du code rural et de la pêche maritime (CRPM) renvoyant à l'article D. 242-3 du code de la sécurité sociale (CSS).

[2] Cf. Article L. 241-2-1 du CSS modifié par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023), art. 20- 1° + Article D. 241-1-2 du CSS inséré par le décret n° 2023-1329 du 29 décembre 2023, art. 1er -I.

[3] 5,50 % pour les salariés domiciliés fiscalement hors de France (soit un taux maximal total de 12,50 % pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023 et de 18,50 % pour les rémunérations supérieures à 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023) - cf. article D. 242-3 du CSS.

[4] Précision : Taux applicable aux particuliers employeurs. En effet, l'article L. 241-2-1 du CSS précise que le taux de 7 % n'est applicable qu'aux employeurs bénéficiant de la RDF (article L. 241-13 du CSS). Or les particuliers employeurs en sont exclus.

[5] Article D. 741-35 (II) du CRPM renvoyant à l'article D. 242-4 du CSS modifié par le décret n° 2023-1329 du 29 décembre 2023, art. 1er-VI.

[6] Cf. Article L. 741-1 du CRPM renvoyant à l'article L. 241-6-1 du CSS modifié par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023), art. 20-2° + Article D. 241-3-2 du CSS modifié par le décret n° 2023-1329 du 29 décembre 2023, art. 1er-III.

Cotisations légales recouvrées pour le compte de tiers

Cotisations	Taux					
	Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Service de santé au travail	-	-	-	0,42 %	-	**0,42 %**[7]
Versement mobilité[8]	Variable	-	**Variable**	-	-	-

Cotisations[9] (SICAE)	Assiette[10]	Taux / Montant		
		Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Cotisation complémentaire d'assurance maladie-maternité des actifs de SICAE	**Dans la limite de 1,55 plafond de S.S.**[11]	1,28 %	0,68 %	**1,96 %**
Cotisation de solidarité des actifs de SICAE envers les inactifs	**Dans la limite de 1,55 plafond de S.S.**	-	1,15 %	**1,15 %**
Cotisation vieillesse de base	**Sur la totalité de la rémunération**	27,06 %[12]	12,78 %	**39,84 %**
Cotisation spécifique vieillesse[13]	**Sur la totalité de la rémunération**	0,10 %[14]	-	**0,10 %**
Cotisation spécifique autres risques	**Sur la totalité de la rémunération**	2,70 %[15]	-	**2,70 %**
Cotisation complément invalidité	**Sur la totalité de la rémunération**	0,34 %[16]	-	**0,34 %**
Cotisation compensation destinée à l'équilibre « petit pool »	**Sur la totalité de la rémunération**	8,50 %[17]	-	**8,50 %**
Contribution des employeurs au financement des droits spécifiques passés non régulés du risque vieillesse (DSPNR)	Montants calculés annuellement par la CNIEG pour chaque SICAE et notifiés par les caisses de MSA dans un état récapitulatif transmis le 31 mai de l'année N au plus tard. Montants dus pour chaque trimestre suivant : - juillet à septembre de l'année N ; - octobre à décembre de l'année N ; - janvier à mars de l'année N+1 ; - avril à juin de l'année N+1.			

[7] Décision de la commission du financement institutionnel du 16 octobre 2013.

[8] Le « versement transport » est devenu le « versement mobilité » depuis le 1er janvier 2020 (Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ; Lettre à toutes les caisses n° DR-2020-177 du 27 mars 2020).

[9] - Cotisations d'assurance maladie-maternité complémentaire obligatoire des industries électriques et gazières (IEG) : cf. article 18 (XI et XII-1°) de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020.

- Cotisations d'assurance vieillesse des IEG : cf. article 27 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

[10] L'assiette de ces cotisations déroge à l'assiette de droit commun et comprend : les rémunérations et salaires (hors primes et indemnités) ; la gratification de fin d'année ; les majorations résidentielles. Sont exclus de l'assiette : les heures supplémentaires ; les avantages familiaux (prime pour mariage/PACS, prime pour naissance/adoption, forfait familial pour la charge d'un enfant) ; les primes et indemnités liées à la fonction ou à des sujétions de service.

A noter : La contribution DSPNR fait l'objet d'un montant spécifique par entreprise calculé par la CNIEG.

[11] Article 1er (alinéa 4) du décret n° 2005-127 du 15 février 2005.

[12] Taux à appliquer du 1er mai 2023 au 30 avril 2024

Cotisations conventionnelles recouvrées pour le compte de tiers

AC et AGS					
Cotisations conventionnelles imposées par la loi	**Assiette**	**Taux**			
		Employeur		**Salarié**	**Total**
Chômage (AC)	**Dans la limite de 4 plafonds de S.S. (tranche unique)**	4,05 %[18]		0,00 %	**4,05 %[19]**
Assurance garantie des salaires (AGS)	**Dans la limite de 4 plafonds de S.S.**	Hors salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire	0,20 %	-	**0,20 %**
		Salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire	0,03 %		**0,03 %**

[13] Pour les salariés statutaires embauchés avant le 1er septembre 2023.

Pour les salariés statutaires embauchés à compter du 1er septembre 2023 : cotisation vieillesse de droit commun (taux et assiette de droit commun

; cotisation recouvrée par la MSA pour son propre compte)

[14] Taux à appliquer du 1er mai 2023 au 30 avril 2024

[15] Taux à appliquer du 1er mai 2023 au 30 avril 2024

[16] Taux à appliquer du 1er mai 2023 au 30 avril 2024

[17] Taux à appliquer du 1er mai 2023 au 30 avril 2024

[18] Le cas échéant, majoration ou minoration du taux en application du dispositif de « bonus-malus »

[19] Le cas échéant, majoration ou minoration du taux en application du dispositif de « bonus-malus »

APECITA - AFNCA - ANEFA - ASCPA - PROVEA - VALHOR - FMSE				
Cotisations conventionnelles pures et simples	**Assiette**	**Taux**		
		Employeur	**Salarié**	**Total**
APECITA[20]	**Dans la limite de 4 plafonds de S.S.**	0,036 %	0,024 %	**0,06 %**
AFNCA	**Sur la totalité de la rémunération**	0,05 %	-	**0,05 %**
ANEFA	**Sur la totalité de la rémunération**	0,01 %	0,01 %	**0,02 %**
ASCPA	**Sur la totalité de la rémunération**	0,04 %	-	**0,04 %**
PROVEA	**Sur la totalité de la rémunération**	0,20 %	-	**0,20 %**
VALHOR	**Cotisation forfaitaire annuelle**[21]	variable[22]	-	**variable**[23]
FMSE[24]	**Cotisation forfaitaire annuelle**	variable	-	**variable**

[20] Idem que pour la cotisation APEC : Circulaire Agirc n° 2010-5 du 29 juillet 2010.

[21] à déclarer lors de la DSN d'avril.

[22] en fonction de l'effectif selon l'accord interprofessionnel en cours.

[23] en fonction de l'effectif selon l'accord interprofessionnel en cours.

[24] Décret n° 2011-2089 du 30 décembre 2011 relatif aux fonds de mutualisation des risques sanitaires et environnementaux en agriculture.

Contributions sociales

Contributions sociales						
Contributions			**Assiette**	**Taux**		
				Employeur	**Salarié**	**Total**
Contribution sociale généralisée (CSG)			**Sur 98,25 %[25] de la rémunération dans la limite de 4 plafonds de la sécurité sociale et sur 100 % de la rémunération au-delà[26].**	-	9,20 %[27]	**9,20 %**
Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)				-	0,50 %[28]	**0,50 %**
Contribution FNAL[29]	**Entreprises exerçant des activités mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du CRPM et les coopératives agricoles**		**Rémunération dans la limite du plafond sécurité sociale**	0,10 %	-	**0,10 %**
	Autres employeurs	**Moins de 50 salariés[30]**				
		50 salariés et plus	**Totalité de la rémunération**	0,50 %	-	**0,50 %**
Forfait social[31]			**Certains éléments de rémunération (*hors assiettes ci-dessous*) exonérés de cotisations de sécurité sociale mais assujettis à la CSG, ainsi que certaines sommes ressortant d'une liste exhaustive fixée par la loi.**	20,00 %	-	**20,00 %**
			Sommes versées au titre de l'intéressement pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés	Exonération[32]		
			Versements d'épargne salariale (intéressement, participation et abondement de l'employeur sur un plan d'épargne salariale) pour les entreprises non soumises à l'obligation de mettre en place un dispositif de participation des salariés aux résultats de l'entreprise (c'est à dire les entreprises de moins de 50 salariés)			
			Sommes suivantes versées sur un plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE)[33] : sommes issus de la participation aux résultats de l'entreprise ; sommes issues de l'intéressement ; abondements de l'employeur ; droits inscrits au compte épargne-temps (CET) ou, en l'absence de CET dans l'entreprise et dans la limite de 10 jours, les sommes correspondant à des jours de repos non pris ; versements obligatoires du salarié ou de l'employeur (lorsque le salarié est affilié à titre obligatoire au plan d'épargne retraite d'entreprise) → taux réduit sous certaines conditions[34]	16 %[35]	-	**16,00 %**
			Abondements des entreprises à la contribution versée par un salarié (ou un ancien salarié ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite) sur un PEE, pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes[36]	10,00 %[37]	-	**10,00 %**
			Versements unilatéraux de l'employeur sur un PEE lorsqu'ils sont utilisés également pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou par une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes[38]	10,00 %	-	**10,00 %**
			• Contributions patronales de prévoyance complémentaire versées par une entreprise de 11 salariés et plus[39] • Sommes affectées à la réserve spéciale de participation au sein des sociétés coopératives de production	8,00 %	-	**8,00 %**
Contribution solidarité autonomie[40]			**Totalité de la rémunération**	0,30 %	-	**0,30 %**
Contribution dialogue social[41]			**Totalité de la rémunération**	0,016 %	-	**0,016 %**

<u>A noter</u> : La CSG et la CRDS ne sont dues que par les personnes domiciliées fiscalement en France (*sauf exception Schumacker* : cf. BOI-IR-DOMIC-40-20130218).

[25] Pour rappel, l'article 17 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (n° 2011-1906 du 21 décembre 2011) a abaissé de 3 % à 1,75 % le taux de l'abattement pour frais professionnels et a exclu certains revenus d'activité du champ de cet abattement (participation, intéressement, indemnités de rupture, etc). Cf. article L. 136-2 du CSS.

[26] Article 20 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010). Cf. article L.136-2 du CSS.

Contributions de formation professionnelle et taxe d'apprentissage		
Contribution de la CFP (Formation professionnelle)		
	Taux	
Entreprises de moins de 11 salariés, y compris les entreprises de travail temporaire de moins de 11 salariés (article L. 6331-1 du code du travail)	**0,55 %**	
Entreprises de 11 salariés et plus (article L. 6331-3 du code du travail)	**1 %**	
Contribution CPF CDD		
Toutes entreprises sans condition d'effectif *	**1 %**	
Taxe d'apprentissage - TA - (part principale)		
Etablissements hors Alsace Moselle	**0,59 %**	
Etablissements situés en Alsace Moselle quel que soit le lieu du siège du principal établissement de l'entreprise	**0,44 %**	
Solde de la TA		
Tous établissements hors Alsace Moselle	**0,09 %**	
Contribution supplémentaire à l'apprentissage - CSA -		
Quota de contrats favorisant l'insertion professionnelle	**Taux CSA entreprises de 250 à moins de 2 000 salariés**	**Taux CSA entreprises de 2 000 salariés et plus**
< 1 %	**0,4 %**	**0,6 %**
≥ 1 % et < 2 %	**0,2 %**	
≥ 2 % et < 3 %	**0,1 %**	
≥ 3 % et < 5 %	**0,05 %**	

*** Concerne tous les CDD à l'exception des salariés saisonniers**

[27] Pour mémoire, l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (n° 2017-1836 du 30 décembre 2017) avait augmenté de 1,7 point la CSG. Cf. article L. 136-8 du CSS.

[28] Article 19 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996.

[29] Article 29 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014. Cf. désormais l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

[30] Article 11 (I-6°) de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 : à compter du 1er janvier 2020, le seuil est passé de 20 à 50 salariés. Cf. désormais l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

[31] Articles L. 137-15 et L.137-16 du CSS.

[32] Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

[33] Article 71 de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 ; Ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 et Décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite ; Arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite.

Cf. LTC n° 2019-334 du 14 juin 2019 (p. 12-13) ; LTC n° 2019-550 du 15 octobre 2019.

[34] Le plan d'épargne retraite d'entreprise doit prévoir que l'allocation de l'épargne permettant de réduire progressivement les risques financiers est affectée à l'acquisition de parts de fonds comportant au moins 10 % (*contre 7 % auparavant*) de titres susceptibles d'être employés dans un plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. Cf. article L. 137-16 du CSS (tel que modifié par l'article 71, II de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019) et article D. 137-1 du CSS (modifié par l'article 6 du décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019).

[35] Article L. 137-16 du CSS.

[36] Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018). Cf. article L. 137-16 du CSS.

[37] Eu égard au contexte exceptionnel de crise sanitaire, l'article 207-II de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020) prévoit de manière temporaire, pour les années 2021 et 2022, de remplacer ce taux réduit par une exonération totale. Cf. LTC n° 2021-060 du 29 janvier 2021. L'article 107 de la loi de finances pour 2023 (loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022) proroge cette exonération en 2023.

[38] Article 207-I de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020). Cf. article L. 137-16, 2° du CSS ; LTC n° 2021-060 du 29 janvier 2021.

[39] Les entreprises de moins de 11 salariés bénéficient d'une exonération de forfait social au titre de ces sommes.

[40] Article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, modifié par l'article 32 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021. Cf. désormais l'article L. 137-40 du CSS.

[41] Décret n° 2014-1718 du 30 décembre 2014. Cf. article D. 2135-34 du code du travail.

Tableaux n° 2 : retraite complémentaire

Retraite complémentaire - Taux de droit commun						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	4,72%	3,15%	**7,87%**	12,95%	8,64%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

Retraite complémentaire - salarié cadre et non cadre d'un OPA non CCPMA ayant adhéré à la CAMARCA avant le 01.01.1998 (AGRICA)						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	4,72%	3,15%	**7,87%**	12,95%	8,64%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

Retraite complémentaire - salarié non cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	6,98%	3,18%	**10,16%**	13,50%	8,09%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

Retraite complémentaire - salarié cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	6,98%	3,18%	**10,16%**	12,95%	8,64%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

Retraite complémentaire - salarié non cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	3,94%	3,93%	**7,87%**	10,80%	10,79%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

Retraite complémentaire - salarié cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	6,30%	3,86%	**10,16%**	12,95%	8,64%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

Retraite complémentaire - salarié cadre et non cadre d'un établissement de l'enseignement agricole privé (AGRICA)						
Cotisations	**Taux**					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			**Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)**		
	Employeur	**Salarié**	**Taux total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Retraite "classique"	6,10%	4,06%	**10,16%**	12,95%	8,64%	**21,59%**
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	**2,15%**	1,62%	1,08%	**2,70%**
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		**Total - Taux maximum**
	0,21%			0,14%		**0,35%**

***A noter** : La contribution d'équilibre technique n'est due que pour les rémunérations supérieures à 1 plafond de sécurité sociale. En revanche, dès que ce plafond est atteint, la totalité de la rémunération comprise dans la tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) ou dans la tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) est soumise à la contribution d'équilibre technique.*

Tableaux n° 3 : taux spécifiques en ASA

Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement en France

Catégories d'assurés		Cotisations			Taux					
					Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
					Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Titulaires de rente AT 66,66 % avant le 1er juillet 1973[42]	Retraités	Maladie, maternité, invalidité, décès			18,60 %	-	**18,60 %**	-	-	-
		Vieillesse			-	-	-	-	-	-
	Non retraités	Maladie, maternité, invalidité, décès			18,60 %	-	**18,60 %**	-	-	-
		Vieillesse			-	-	-	15,80 %	-	**15,80 %**
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants[43]		Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023		5,95 %	0,00 %	**5,95 %**	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023		11,95 %	0,00 %	**11,95 %**	-	-	-
Personnel statutaire des SICAE[44]		Prestations en nature, maladie, maternité, soins aux invalides			11,10 %	-	**11,10 %**	-	-	-
Stagiaires autres que FPC au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle)[45]		Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail[46]	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	4,24 %	-[47]	**4,24 %**	-	-	-
				Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	7,87 %		**7,87 %**	-	-	-
			Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail		7,87 %		**7,87 %**	-	-	-
		Vieillesse			1,39 %	0,40%	**1,79 %**	4,94 %	2,86 %	**7,80 %**

[42] Cf. Article D. 741-35 du CRPM : I, 1° (assurance maladie maternité, invalidité, décès) et II (assurance vieillesse). Taux en dur.

[43] Cf. article D. 741-35, I, 3° du CRPM. Ces dispositions prévoient que le taux applicable à cette catégorie de population est le taux prévu à l'article 1er décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 *(tel que modifié par l'article 12 du décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014*) renvoyant désormais au taux prévu à l'article D. 242-3 du CSS (*qui a été modifié par le décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017*) soit 13 % pour les rémunérations supérieures à 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023, réduit de 1,05 point : 13 – 1,05 = 11,95 % et 7 % pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023, réduit de 1,05 point : 7 -1,05 = 5,95 %.

A noter : Le taux pour les assurés domiciliés fiscalement hors de France (cotisation salariale) a été modifié en dernier lieu par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018.

[44] Article D. 741-35, I, 2° du CRPM. Ces dispositions renvoient au taux fixé à l'article 9, II du décret n° 91-613 du 28 juin 1991 (soit 11,10 %).

A noter : L'article 3 du décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017 prévoyait que, pour l'année 2018, le taux fixé à l'article 9, II du décret n° 91-613 devait être réduit de 0,8 point (soit 11,10 – 0,8 = 10,30 %). Aucune disposition similaire n'ayant été prévue pour les années 2019 et 2020, le taux doit être maintenu à 11,10 %.

[45] Arrêté du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2012, fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux de l'article D. 242-3 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

[46] Article R. 741-65, 2° du CSS

[47] Circulaire CCMSA n° 1998-025 du 20 février 1998 (note technique n° 2, § 1.1.4).

Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement hors de France									
Catégories d'assurés	**Cotisations**			**Taux**					
				Sur la totalité de la rémunération			**Dans la limite du plafond**		
				Employeur	**Salarié**	**Total - Taux maximum**	**Employeur**	**Salarié**	**Total - Taux maximum**
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants	**Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides**	**Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023**		5,95 %	5,50 %	**11,45 %**	-	-	-
		Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023		11,95 %	5,50 %	**17,45 %**	-	-	-
Personnel statutaire des SICAE	**Prestations en nature, maladie, maternité, soins aux invalides**			11,10 %	4,5 %[48]	**15,60 %**	-	-	-
Stagiaires autres que FPC au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle)[49]	**Maladie, maternité, invalidité, décès**	**Stagiaires titulaires d'un contrat de travail**	**Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023**	4,24 %	2,70 %	**6,94 %**	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	7,87 %	2,70 %	**10,57 %**	-	-	-
		Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail		7,87 %	2,70 %	**10,57 %**	-	-	-
	Vieillesse			1,39 %	0,40 %	**1,79 %**	4,94 %	2,86 %	**7,80 %**

[48] Article D. 741-35, I (dernier alinéa) du CRPM, renvoyant à l'article D. 711-4 du CSS.

[49] Arrêté du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2012, fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux de l'article D. 242-3 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

Tableaux n° 4 : taux spécifiques des départements Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle

Assurés domiciliés fiscalement en France														
Catégories d'assurés	Cotisations			Taux										
				Sur la totalité de la rémunération					Dans la limite du plafond					
				Employeur		Salarié		Total - Taux maximum	Employeur		Salarié		Total - Taux maximum
				Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local	
Salariés[50]	Maladie, maternité, invalidité, décès	Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023		13,00 %	0,10 %	0,00 %	1,10 %[51]	**14,20 %**	-	-	-	-	-
		Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023[52]		7,00 %				**8,20 %**	-	-	-	-	-
	Vieillesse			2,02 %	-	0,40 %	-	**2,42 %**	8,55 %	-	6,90 %	-	**15,45 %**
Stagiaires agricoles[53]	Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	4,24 %	0,10 %	-	0,65 %	**4,99 %**	-	-	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	7,87 %	0,10 %	-	0,65 %	**8,62 %**					
		Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail		7,87 %	0,10 %	-	0,65 %	**8,62 %**					
	Vieillesse			1,39 %	-	0,40 %	-	**1,79 %**	4,94 %	-	2,86 %	-	**7,80 %**

[50] Article D. 242-20 du CSS, renvoyant aux taux des articles D. 242-3 à D. 242-5 du CSS.

[51] Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de Gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

[52] Article L. 241-2-1 du CSS modifié par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023), art. 20-1° + Article D. 241-1-2 du CSS inséré par le décret n° 2023-1329 du 29 décembre 2023, art. 1er -I.

[53] Stagiaires (autres que FPC) au sens de l'article R. 741-65 du CRPM.

Assurés domiciliés fiscalement hors de France														
Catégories d'assurés	Cotisations			Taux										
				Sur la totalité de la rémunération					Dans la limite du plafond					
				Employeur		Salarié		Total - Taux maximum	Employeur		Salarié		Total - Taux maximum
				Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local	
Salariés	Maladie, maternité, invalidité, décès	Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023		13,00%	0,10%	5,50%	1,10%	**19,70%**	-	-	-	-	-
		Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023[54]		7,00%				**13,70%**	-	-	-	-	-
	Vieillesse			2,02%	-	0,40%	-	**2,42%**	8,55%	-	6,90%	-	**15,45%**
Stagiaires agricoles	Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	4,24%	0,10%	2,70%	0,65%	**7,69%**	-	-	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC applicable au 31/12/2023	7,87%	0,10%	2,70%	0,65%	**11,32%**					
		Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail		7,87%	0,10%	2,70%	0,65%	**11,32%**					
	Vieillesse			1,39%	-	0,40%	-	**1,79%**	4,94%	-	2,86%	-	**7,80%**

54 Article L. 241-2-1 du CSS modifié par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023), art. 20-1° + Article D. 241-1-2 du CSS inséré par le décret n° 2023-1329 du 29/12/2023 décembre 2023, art. 1er -I.

Tableau n° 5 : taux applicables aux revenus de remplacement

Taux de cotisation maladie applicables aux revenus de remplacement				
Revenus de remplacement		**Taux de cotisation maladie**		**Taux de la cotisation supplémentaire d'assurance maladie du régime local d'Alsace-Moselle**
		Personnes fiscalement domiciliées en France	**Personnes non domiciliées fiscalement en France[55]**	
Avantages de retraite[56]	**Pension de retraite du régime de base au titre d'une activité professionnelle relevant du régime des salariés agricoles**	Non due	3,20 %	1,10 %[57]
	Avantage de retraite complémentaire versé par les caisses de retraite complémentaire, l'employeur ou une compagnie d'assurance	1 %	4,20 %	
	Avantage de retraite supplémentaire	1 %	3,20 %	
Pension d'invalidité	**Pension d'invalidité**	Non due	Non due	Non due
Allocations de préretraite[58]	**Allocation de préretraite résultant d'une décision unilatérale de l'employeur**	1 %	3,20 %	1,10 %
	Allocation de préretraite résultant de dispositions conventionnelles	1,70 %	4,90 %	
	Allocation de préretraite progressive			
	Allocation de cessation anticipée d'activité dans le cadre d'un accord CATS	Non due	2,80 %	

[55] Pour la cotisation maladie : Article D. 741-71 du CRPM (modifié par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018).

[56] Article D.741-71 du CRPM

[57] Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

[58] Article D. 741-76 du CRPM et article D. 242-12 du CSS

Tableau n° 6 : taux applicables aux retraites chapeaux

Contribution sur les retraites supplémentaires dites « retraites chapeaux »		
Contribution salariale sur les rentes perçues du 1er janvier au 31 décembre 2024[59]		
Date de liquidation de la retraite	**Part de la rente**	**Taux de la contribution**
Avant le 1er janvier 2011	Part ≤ 638 €	0 %
	Part > 638 € et ≤ 1 276 €	7 %
	Part > 1 276 €	14 %
A compter du 1er janvier 2011	Part ≤ 511 €	0 %
	Part > 511 € et ≤ 765 €	7 %
	Part > 765 €	14 %
Contribution patronale spécifique		
Régime	**Assiette**	**Taux de la contribution**
Ancien régime[60]	Totalité des rentes servies	32 %
	Primes versées à un organisme assureur	24 %
	Dotations aux provisions constituées en cas de gestion interne	48 %
Nouveau régime (*à compter du 5 juillet 2019*)[61]	Sommes versées au titre du financement de contrats de retraite professionnelle supplémentaire	29,70 %[62]

[59] Article L.137-11-1 du CSS.

Les valeurs sont revalorisées chaque année en fonction de l'évolution plafond de sécurité sociale et arrondies à l'euro le plus proche (BOI-RSA-PENS-30-10-10-20121211, n° 90).

[60] Article L.137-11 du CSS.

[61] Ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019.

[62] Article L. 137-11-2 du CSS.

Cotisations légales recouvrées par la MSA pour le compte de tiers :	BASE de CALCUL	% Part patronale	% Part salariale
VERSEMENT TRANSPORT			
Concerne les entreprises occupant au moins 11 salariés par communauté d'agglomération Le taux de versement transport (VT) ou de versement de transport additionnel (VTA) varie suivant les communes concernées. **Un lien sur notre site msa.fr vous permet de rechercher le taux de versement transport applicable dans votre ville à partir du code postal.**			

Communauté d'agglomération Gard Rhodanien	Totalité du salaire	0,60	-
Agglomération SMTBA (Ales)		1,25	-
Communauté d'agglomération du Grand Avignon		2,00	-
Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole		2,00	-
Montpellier Méditerranée Métropole		2,00	-
Communauté d'agglomération de Béziers		1,45	-
Sète Agglopole Mediterranée		1,65	-
Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée		0.80	-
Communauté d'agglomération du Pays de l'Or		0.80	-
Syndicat mixte des transports en commun Hérault (VTA : taux additionnel)		0,40	-
Agglomération de Mende		0,45	-

Cotisations prévoyance / santé			BASE de CALCUL	% Part patronale	% Part salariale
AGRI Prévoyance décès (non cadre)	**GARD**	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, champignonnières, viticulture, maraîchage, pépinières [APE : 100, 110, 120, 130, 140 (hors accouvage), 150 (NAF : 0143Z, 0162Z), 180 y compris CUMA, 190]	Totalité du salaire	0,37	0,00
		Agrica : Employeurs de jardiniers Associations syndicales autorisées	Totalité du salaire	0,24*	0,16*
	HERAULT	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture (APE 100, 110, 130, 140, 180, 190) et CUMA	Totalité du salaire	0,35	0,00
		Agrica : Sylviculture (APE : 310)	Dans la limite de 4 plafonds	0,195*	0,005*
	LOZERE	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, élevage spécialisé, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture, sylviculture, CUMA [APE : 100, 110, 130, 140 (hors accouvage), 150 (NAF : 0143Z, 0162Z), 180, 190, 310 (à l'exception de l'abattage)]	Dans la limite de 4 plafonds	0,18	0.00
	GARD LOZERE	Agrica : Entreprises de travaux forestiers, scieries agricoles [APE : 310, 330 (sauf NAF : 0240Z), 340]	Totalité du salaire	0,12	0,12
	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Accord national prévoyance Agri-prévoyance	Dans la limite de 4 plafonds annuels	0,20	0.00
		Agrica : Entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers (EDT) [(APE : 400, 330 (NAF : 0240Z)]	Dans la limite de 4 plafonds	0,245	0,105
		Agrica : Gardes-chasse et Gardes-pêche	Dans la limite de 3 plafonds	0,20*	0 ,20*
		Agrica : Paysagistes (APE : 410)	Totalité du salaire	0,21	0,03
		Agrica : Entreprise d'accouvage et de sélection	Dans la limite de 4 plafonds	0,33	0,27
		Agrica : Parcs Zoologiques	Dans la limite de 4 plafonds	0,04	0,20
GIT Garantie Incapacité de Travail (non cadre)	**GARD**	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, champignonnières, viticulture, maraîchage, pépinières [APE : 100, 110, 120, 130, 140 (hors accouvage), 150 (NAF 0143Z, 0162Z), 180 y compris CUMA, 190]	Totalité du salaire	1.270	1,335
	HERAULT	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture (APE 100, 110, 130, 140, 180, 190), CUMA et Groupements d'Employeurs	Totalité du salaire	1.57	1.155
		Agrica : Sylviculture (APE : 310)	Dans la limite de 4 plafonds	0,03*	0,22*
	LOZERE	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, élevage spécialisé, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture, sylviculture, CUMA [APE : 100, 110, 130, 140 (hors accouvage), 150 (NAF : 0143Z, 0162Z), 180, 190, 310 (à l'exception de l'abattage)]	Dans la limite de 4 plafonds	0,60	0,52
	GARD LOZERE	Agrica : Entreprises de travaux forestiers, scieries agricoles [APE : 310, 330 (sauf NAF : 0240Z), 340]	Totalité du salaire	0,61	0,45

Cotisations prévoyance / santé (suite)			BASE de CALCUL	Part patronale	Part salariale
GIT **Garantie Incapacité de Travail** (non cadre)	**GARD HERAULT LOZERE**	Agrica : Accord national prévoyance Agri-prévoyance	Dans la limite de 4 plafonds annuels	0,090*	0,495*
		Agrica : Entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers (EDT) [(APE : 400, 330 (NAF : 0240Z)]	Dans la limite de 4 plafonds	1,160	0,875
		Agrica : Paysagistes (APE : 410)	Totalité du salaire	0,87	0,38
		Agrica : Entreprise d'accouvage et de sélection	Dans la limite de 4 plafonds	1.577	1,348
		Agrica : Parcs Zoologiques	Dans la limite de 4 plafonds	0,61*	0,40*
CFS **Garantie Frais de Santé** (non cadre)	**HERAULT**	Eovi mcd mutuelle: Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, activités agro-touristiques rattachées aux exploitations [APE : 100, 110, 130, 140, 180 y compris CUMA, 190, 920]	Forfait mensuel	17.23 €	17.23 €
	GARD	Eovi mcd mutuelle: Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, activités agro-touristiques rattachées aux exploitations [APE : 100, 110, 130, 140, 180 y compris CUMA, 190, 920]	Forfait mensuel	17,47 €	17,47 €
	LOZERE	Mutualia : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières [APE : 100, 110, 130, 140 (hors accouvage), 150 (hors centres équestres, haras, chevaux de courses), 180, 190 toute CUMA	Forfait mensuel	20.17 €	20.17 €
	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Accord national santé Agri-prévoyance	Forfait mensuel Structure Isolé	19,76 €	19,76 €
	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Entreprises du paysage	Forfait mensuel	29.37 €*	19.70 €*

**sous réserve de modification des taux prévoyance DC/GIT et forfaits CFS*

A tout moment l'information sur www.msalanguedoc.fr

CATEGORIES DE RISQUES ET TAUX DE COTISATIONS AT

- 1er janvier au 31 décembre 2024 -

CODE	CATEGORIES DE RISQUES		TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en %	TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse
110	Cultures spécialisées		- 0,4554	**2,33 %**
120	Champignonnières		- 0,4554	**2,33 %**
130	Élevage spécialisé de gros animaux		- 0,4607	**2,49 %**
140	Élevage spécialisé de petits animaux		- 0,4406	**4,13 %**
150	Entraînement, dressage, haras		- 0,5907	**6,42 %**
160	Conchyliculture		- 0,6375	**2,55 %**
170	Marais salants		- 0,4554	**2,33 %**
180	Cultures et élevages non spécialisés		- 0,6705	**2,25 %**
190	Viticulture		- 0,6307	**3,85 %**
310	Sylviculture		- 0,1373	**4,35 %**
320	Gemmage		-	**3,23 %**
330	Exploitations de bois		- 0,6144	**6,60 %**
340	Scieries fixes		- 0,1435	**5,72 %**
400	Entreprises de travaux agricoles		- 0,6340	**2,76 %**
410	Entreprises de jardins, entreprises paysagistes, entreprises de reboisement		- 0,5571	**2,96 %**
500	Artisans ruraux du bâtiment		-	**5,03 %**
510	Artisans ruraux autres		-	**5,03 %**
600	Stockage, conditionnement de produits agricoles à l'exception des fleurs, fruits ou légumes		- 0,1625	**2,33 %**
610	Approvisionnement		- 0,2859	**1,57 %**
620	Collecte, traitement, distribution de produits laitiers		0,1898	**2,56 %**
630	Traitement de la viande (hors volailles) comprenant une ou plusieurs opérations (abattage, découpe-désossage, conserverie)		2,3290	**10,54 %**
640	Conserveries de produits autres que la viande		0,2255	**4,82 %**
650	Vinification		- 0,4285	**1,32 %**
660	Insémination artificielle		- 0,4607	**2,49 %**
670	Sucrerie, distillation		- 0,4285	**1,32 %**
680	Meunerie, panification		0,2255	**4,82 %**
690	Stockage, conditionnement de fleurs, fruits ou légumes		- 0,0139	**3,91 %**
760	Traitement des viandes de volailles (abattage, découpe, transformation)		0,2255	**4,82 %**
770	Coopératives diverses		0,2255	**4,82 %**
801	Organismes de mutualité agricole		-	**1,15 %**
811	Caisses de crédit agricole mutuel		-	**1,15 %**
821	Autres organismes, établissements et groupements professionnels agricoles visés à l'article L. 722-20 (6°) du code rural et de la pêche maritime, à l'exclusion des organismes à caractère coopératif		-	**1,15 %**
830	SICAE	Personnel statutaire	-	**0,15 %**
832		Personnel temporaire	-	**2,16 %**

CODE	CATEGORIES DE RISQUES	**TAUX FORFAITAIRE** après répercussion de l'individualisation en %	**TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse**
	Apprentis	-	**1,99 %**
900	Gardes-chasse, gardes-pêche	- 0,7052	**2,01 %**
910	Jardiniers, jardiniers-gardes de propriété, gardes forestiers	- 0,7052	**2,01 %**
920	Organismes de remplacement, entreprises de travail temporaire	- 0,7052	**2,01 %**
940	*Membres bénévoles des organismes sociaux*	-	**0,13 %**
950	*Élèves de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole*	-	**0,41 %**
970	Personnel enseignant d'établissement agricole privé visé à l'article L. 722-20, 5° du code rural et de la pêche maritime ou employé par les GPA visés à l'article L. 722-20, 6° du code rural et de la pêche maritime	-	**0,38 %**
980	Travailleurs handicapés des E.S.A.T.	-	**1,77 %**
	Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) : Salariés en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)	-	**1,50 %**
	Stagiaires de la formation professionnelle continue	-	**2,12 %**
	Salariés d'entreprises étrangères sans établissement en France	-	**0,77 %**